Jupiter aurait-il peur de se faire chahuter par les profs ?
Considère-t-il que décidément la contradiction n'a plus droit de cité ?

Interdiction du rassemblement du 15 octobre à la Préfecture
L'intersyndicale éducation dénonce
une entorse inacceptable aux libertés publiques

A l'annonce du rassemblement organisé par l'intersyndicale éducation à l'occasion de la venue du Président de la République Emmanuel Macron à Marseille ce vendredi 15 octobre 2021, la Préfecture a interdit tout rassemblement à proximité des lieux où le Président serait présent et annoncé que les manifestants seraient verbalisés.
Une telle interdiction est une première dans ce département où depuis des années nous organisons ensemble des rassemblements dans le respect des règles, pacifiques, encadrés sans aucune difficulté.
L'intersyndicale dénonce fortement cette atteinte au droit de manifester et y voit le signe d'un pouvoir inquiet de la résistance opposée sur le terrain, à l'appel de l'intersyndicale, par les enseignants qui refusent les expérimentations pédagogiques imposées par le Président en contrepartie du soutien de l'État à la rénovation des écoles. Elle alerte la presse.
Parce que nous ne souhaitons pas mettre en difficulté les collègues qui répondront à notre appel, nous avons déplacé le rassemblement qui aura donc lieu à **18 heures au bas de la Canebière**, où il est autorisé.
Nous appelons donc les collègues à se mobiliser d'autant plus nombreuses et nombreux pour protester contre cette entorse inacceptable aux libertés publiques.

Rassemblement vendredi 15 octobre -
Bas de la Canebière –18h

Pour rappel ci-dessous, le communiqué de l'intersyndicale appelant au rassemblement :

L'intersyndicale demande l'abandon de l'expérimentation sur les 50 écoles marseillaises

Rassemblement vendredi 15 octobre – Bas de la Canebière -18h

Suite aux annonces du Président de la République, et à l'occasion de sa venue à Marseille le vendredi 15 octobre 2021, l'intersyndicale organise la réponse des personnels de l'Education nationale.

Les annonces faites par le Président de la République le 2 septembre au sujet de Marseille, et notamment l'expérimentation concernant 50 écoles marseillaises, sont emblématiques de la politiques éducatives du gouvernement et de sa volonté d'aller encore plus loin dans l'éclatement du cadre national de l'école publique, laïque et républicaine et des statuts des personnels, dans le premier comme dans le second degré.
Nos organisation syndicales dénoncent avec force l'instrumentalisation de la situation catastrophique des écoles de Marseille pour imposer une expérimentation :

- qui exige des contreparties inacceptables (choix des enseignants par le directeur, dérogation à l'organisation du temps scolaire, intervenants extérieurs…) sans même annoncer quels seront les moyens donnés par l'État pour la rénovation et la construction des écoles de Marseille
- qui ne répond à aucune demande des enseignants ni des directeurs et directrices
- qui préfigure une école à plusieurs vitesses, renonçant à offrir les mêmes droits à chaque enfant sur tout le territoire national
- qui annonce de nouvelles attaques contre le statut des personnels, pourtant garant de l'égalité devant le service public pour les usagers et de l'indépendance pour les fonctionnaires

Nous demandons que ce projet soit abandonné et qu'aucune contrepartie ne soit exigée pour les moyens indispensables pour améliorer les conditions d'étude des élèves et les conditions de travail des enseignants
Nous continuons de porter la nécessité d'un plan d'urgence pour l'éducation, d'une carte élargie de l'éducation prioritaire incluant les lycées et les lycées professionnels et du respect du statut des enseignants.

Après la réunion publique intersyndicale des personnels du 1er degré, qui a eu lieu en présence des responsables syndicaux nationaux le 12 octobre à la Fac Saint Charles l'intersyndicale appelle les collègues

- **à préparer leurs réponses** notamment sous la forme de banderoles, pancartes, visuels sur les réseaux sociaux autour du thème *« Expérimentation Marseille, les enseignants disent NON ! » « Les directeurs ne sont pas des patrons… » « Les écoles ne sont pas des entreprises » « Abandon de l'expérimentation sur les 50 écoles de Marseille », « Respect des statuts » « On veut des postes ! »…*
- à se rassembler à 18 heures en bas de la Canebière à l'occasion de la venue du Président de la République.